ARRET

DU

CONSEIL D'ÉTAT DU ROI.

FRC

596

LE Roi s'étant fait représenter divers écrits clandestins à dont ses Ministres lui avoient laissé ignorer la teneur, a reconnu qu'il seroit prudent de les livrer à l'oubli, & en conséquence, de les proscrire.

Ces écrits sont évidemment illicites, car ceux qui ont été repandus sous le nom d'Arrêtés ou Protestations des Cours, ont été fabriqués, au mépris des lettres closes, par des Officiers que le Roi avoit le droit de faire VAQUER à sa volonté, à qui il avoit expressément ordonné de vaquer pour les dispenser de rendre la Justice à sa décharge, mais qu'i ont la manie de vouloir toujours parler & se mêler de choses qui leur sont étrangeres.

Dans les effets qu'on a voulu faire produire à ces condamnables écrits, ils sont purement illusoires; & si l'on s'est couvert du spécieux prétexte d'éclairer la Nation sur ses véritables intérêts, il est facile de détromper, à cet égard,

le trop crédule vulgaire.

CEUX qui se sont déclare les Apôtres des droits des Peuples, ont » osé juger & proscrire les actes émanés de » l'autorité Royale; les déclarer absurdes dans leurs com-» binaisons, despotiques dans leurs principes, lyranniques » dans leurs effets, destructifs de la Monarchie, ainsi que des

» traités & capitulations des Provinces ».

Comme s'il étoit absurde de former une Cour-Plénière qui sera perpétuellement soumise à la volonté du Roi, aux desirs moderés de la Reine, & aux idées versatiles de leurs Ministres; de convertir la Loi de la vérification en un jeu d'Enfant; de décomposer & d'anéantir l'antique Magistrature, & de s'affranchir par ces heureuses combinaisons, des importunités des Peuples.

Comme si le despotisme, vanté par un Ecrivain célèbre, pouvoit jamais devenir dangereux dans un Royaume qui

n'est pas situé en Turquie.

Comme s'il étoit tyrannique de replacer le joug sur la tête des animaux prédéssinés à le porter, & d'imposer silence aux soi-disants désenseurs de la liberté civile, qu'il est si important de restreindre dans de justes bornes.

Comme si la Monarchie Françoise pouvoit être détruite en corrigeant quelques Loix fondamentales, dont l'expérience avoit démontié l'abus; en simplissant le jeu d'une machine trop compliquée; en mettant au même niveau le fort de toutes les généralités pour le bien commun de la Mere-Patrie, & en réalisant, à l'aide d'un coup de sisset, l'imposant Spectacle d'un grand Etat, qui n'a qu'un seul Roi, une seule Loi & un seul Enregistrement.

Comme si les Provinces pouvoient s'alarmer de la perte de leurs vieux Privileges, lorsqu'elles jouiront du biensait inestimable d'être régies par la volonté d'un seul; & que Sa Majesté daignera leur confier la répartition des Impôts, pour en alléger le poids, après que ses Ministres en auront eux-

mêmes sagement réglé la mesure.

QUELQUES-UNS des Rédacteurs ont » ofé passer de l'examen des actes, à celui du pouvoir qui les a ordonnés: ne veulent-ils pas persuader que le Roi a ignoré & ignore nencore ce qui s'est passé par ses ordres dans toutes les Cours du Royaume?

Comme s'il étoit croyable que le Roi n'eût pas entendu

lire ce qui a été lu en son Lit de Justice!

Comme si l'on ignoroit qu'un Ministre-Principal n'est rien en France; & que le Maire actuel du Palais se garderoit bien d'en sermer les portes à la vérité qu'il respecte autant que son saint caractere.

Comme s'il n'étoit pas notoire que ce Ministre-Principal ne veut rien que ce que l'auguste compagne du Roi a voulu, & que le Roi veut aussi tout ce que la Reine

veut pour le bonheur de leurs fideles Sujets.

Camme si le Roi n'avoit pas prêté l'oreille aux vérités les plus intéressantes, lorsqu'il s'est approprié les justices des Seigneurs, pour procurer aux justiciables l'avantage de faire juger à grands frais les plus petits procès dans des Justices-Royales; — lorsqu'il a établi en sa Chancellerie un Bureau pour la distribution gratuite de Lettres de grace, en faveur des plus illustres coupables; & que pour les temps avenir, il a promis un Conseil à l'innocent opprimé; — lorsqu'il a substitué à des Parlements usés de vétusté, des Tribunaux tout neuss, composés de Magistrats d'autant plus respectacles, qu'ils se sont accoutumés de bonne heure à souler aux pieds les considérations humaines; — lorsqu'il a revêtu ces Tribunaux du pouvoir du glaive sur les Vagabonds ou Gens sans aveu, autrement dits Rog

furiers; — enfin, lorsqu'il a mis un frein à la témérité des Cours, qui, en réclamant la prompte convocation des Etats-Généraux, vouloient adroitement prévenir le retour de la fubvention territoriale; Impôt incontestable ment bon, puisqu'il produiroit au Fisc 100 millions de plus que les deux vingtiemes, sans peser, d'une maniere sénsible, fur le pauvre qui n'a point de terres.

D'Autres ont prétendu que les nouveaux Edits chan-

» geoient la Monarchie en Aristocratie.

» Comme si une Cour unique, composée d'Officiers du » Roi, soumise à son autorité & circonscrite dans ses sa-» cultés, n'étoit pas analogue à la Monarchie & au pouvoir

» du Monarque ».

Comme si le Garde des Sceaux n'avoit pas eu soin d'apprendre à la France étonnée, que tous les l'ays réunis ou conquis depuis le décès de Philippe le Bel, d'heureuse mémoire, étoient déjà assujettis à la Cour-Pléniere, sous se regne de ce bon Roi; comme s'il n'avoit pas entièrement rassuré les Mécréants, en faisant imprimer dans le Courrier de l'Europe que la nouvelle Cour-Pléniere étoit un Tribunal vraiment constitutionnel; & que tous les Ordres de l'Etat y seroient dignement représentés sans représentants; comme si l'on pouvoit se permettre de révoquer en doute le constant attachement des suturs membres de cette Cour, aux intérêts des Peuples, qu'ils ne connoîtront qu'en peinture, & leur inclination à alléger le poids des Charges publiques, dont ils ne prositeront jamais.

» D'autres ont considéré la Cour-Pléniere comme le

» plus sûr moyen du Despotisme ».

Comme si l'on pouvoit ignorer qu'un tel établissement n'est pas un moyen, & qu'il peut seulement en procurer d'utiles par l'enregistrement provisoire des Edits bursaux; mais que toute provision est réparable en définitive; qu'ainsi, lorsque les Impôts établis en cette forme auront été perçus, & leur produit consumé, on pourra facilement en restitue le montant à chaque contribuable, saufaux Etats-Généraux de pourvoir à cette répartition par une suite de leur droit reconnu, » d'octroyer librement les subsides nécessaires à » l'Etat »; qu'il est donc clair que Sa Majesté entend simplement de se réserver la portion de pouvoir qui a toujours été dans les mains du Monarque, notamment sous Clovis & sous Charlemagne.

PASSANT des principes aux conséquences, des Cours et des Corps se sont érigés en législateurs pour leurs intérêts particuliers.... Ils ont cherché à ébranler l'atrachement des Tribunaux du second Ordre envers les Peuples, en déclarant trasportes d'ela Patrie, & notés d'infamie ceux d'entr'eux qui

» obéiroient à l'autorité légitime ».

Comme si le Ministere, après avoir soudoyé des Linguer, des Beanma chais, &c., pour prôner la beauté de son édifice, ne pouvoit pas, à son gré, planter des Ifs pour en décorer les entours; comme si l'on pouvoir devenir traitre à sa Patrie, en se prêtant généreusement à lui assure une Constitution érvile, au lieu de celle que les Francs avoient transmisse à leurs successeurs; comme si l'opinion publique, qui commande aux Rois, pouvoit imprimer une note d'infamie sur des hommes qui ont eu le courage de la mépriser.

D'AUTRES ont plus fait encore; ils ont dénoncé deux Ministres de Sa Majesté, comme perturbateurs du repos public, fauteurs du despotisme, parjures à leurs serments, coupables de la subversion des Loix sondamentales, &c.

Comme si des résormateurs en ches étoient obligés de s'assujetir à des principes dont le bien général exige la proscription; comme s'il étoit permis de sonder leur conscience, & de leur inspirer des remords, lorsque leur propre salut devient l'excuse des abus d'autorité qu'on leur impute.

» Quelques-uns ont fait craindre aux Peuples de

» NOUVEAUX IMPOTS ».

Comme si la prorogation du second vingtieme, la suppression des abonnements, l'augmentation de trois cinquiemes sur la Capitation roturière, en remplacement de la Corvée, la perception des Octrois-Municipaux, continuée sans cause, pouvoient aggraver les charges de la classe indigente, qui sorma jadis l'objet des tendres sollicitudes du sieur de Calonne.

Comme si l'on n'avoit pas lu le compte rendu pour la présente année, suivant lequel le désicit se réduit à une bagatelle, puisqu'il n'excede que de 162 millions les re-

venus effectifs.

Comme si le trésor royal n'étoit pas alimenté dans le moment présent, & ne pouvoit pas l'être encore pendant trois années consécutives, à l'aide du modique em-

prunt de 400 millions hypothéqués sur des revenus épuisés; emprunt qui ne coûte à l'état que 12 ou 15 pour cent d'intérêts perpétuels, & qui dispensera de toutes nou-

velles demandes jusqu'en 1792 inclusivement.

Comme si, après avoir ainsi comblé une partie du vuide, on n'avoit pas la ressource d'en combler de nouveaux, par d'autres emprunts aussi avantageux, ou par des anticipations gratuites; comme si ces opérations sinancieres, soustraites désormais à la Loi de l'enregistrement, n'étoient pas par cela même infiniment présérables aux lézineries dont la loyauté françoise pourroit s'entâcher, si les Etats-Généraux étoient consultés pour opérer, de concert avec le Roi, la régénération de l'ordre & du crédit mational

national. Comme si les réformes effectuées dans la maison du Roi & de la Reine, n'en avoient pas déjà réduit la dépense aux deux tiers en sus de ce qu'elles coûtoient à Louis XIV; comme si les petites économies dans l'ordinaire ou l'extraordinaire des guerres & dans la marine, ne devoient pas servir à l'établissement de plusieurs Camps, très-utiles en temps de paix; comme si les Pensions, sur lesquelles il n'y avoit pas un denier à rabattre, n'avoient pas réellement souffert, dès cette année, une diminution de 1,400,000 liv.; comme fi Saint-Cloud & Trianon coûtoient quelque chose à la France; comme si la Reine pouvoit être tentée de puiser hors de sa cassette, la modique valeur des Cocardes qu'elle va incessamment distribuer à l'armée de Flandre, pour se dédommager du trifte spectacle des Invalides.

» IL est de la bonté du Roi d'attendre que la ré» flexion & le repentir viennent ésacer des écarts dont
» il voudroit bien perdre le souvenir....; mais il doit
» à son autorité & à ses sideles Sujets, de prévenir pour
» l'avenir, de pareils Actes qui échappent à la cassation,
» par le vice même de leurs formes...., & qui pour» roient allarmer les Peuples sur ses véritables intentions ».

» A quoi voulant pourvoir, LE Roi ÉTANT EN SON » Conseil, a ordonné & ordonne que les Délibéra- tions & Protestations de ses Cours & autres Corps » & Communautés, faites depuis la publication des Lois » portées au Lit de Justice du & Mai dernier, pour en » empêcher l'exécution, ou en dénaturer les objets, se-

6

» ront & demeureront supprimées, comme séditieuses; » attentatoires à l'Autorité Royale, faites sans pouvoir, & » tendantes à tromper les Peuples (en leur persuadant » qu'il est nécessaire de rétablir la Constitution fran-» coise): fait défenses à toutes personnes, de déli-» bérer sur la convocation des Etats-Généraux & Parti-» culiers; sur les Droits & Privileges des Provinces & » des Villes; fur les vices & les dangers chimériques » desdites Lois; sur les maux qu'entraîne la cessation » inévitable de la Justice; sur les moyens d'y remédier. » & finalement, sur l'administration des Finances); le »-tout, à peine de forfaiture, & de perte de tout état, » charge, commission & emploi militaire ou civil. Fait ausii » défenses aux Officiers (de ses Présidiaux & Grands-» Bailliages, formés ou à former en temps & lieu), » d'avoir égard auxdits Arrêtés & Protestations : déclare » en conséquence, Sa Majesté, prendre sous sa protec-» tion (& pour cause, le petit nombre d'excellents Sujets) » qui soumis auxdites Loix, s'empressent de les exé-» cuter : promet de les garantir (des huées, des sissets » & des notes d'infamie) qui pourroient allarmer leur » fidélité: les déclare en outre, fideles au Roi, à la Nation » & à l'État. (Met aussi sous sa protection spéciale, » les deux Ministres qui ont si ingénieusement combiné » le grand œuvre de la réformation ; leur accorde le » délai d'un mois pour le conduire à sa fin ; enjoint, » en tant que de besoin, aux Peuples, de leur décerner " dès-à-présent la Couronne civique). Ordonne aux Com-» mandants pour Sa Majesté, & aux Intendants des Pro-» vinces, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt : » (enjoint aux Esclaves, armés pour la défense de la » Patrie, de prêter mainforte contre les réfractaires, » à peine d'être réputés Citoyens, & d'être punis comme » tels: ordonne, au surplus, qu'attendu les circonstances, » & vu l'abolissement de tous les Privileges, le pré-» sent Arrêt sera publié & assiché en Dauphiné, de la » seule autorité du Conseil, sans qu'il soit besoin de » Lettres-Patentes, revêtues du Sceau du Roi Dauphin). » Fait au Conseil d'État, Sa Majesté y étant, sous » le Signe de l'Écrevisse, l'An de la refonte de la Mo-» narchie, & le 21 Juin ».